

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Géhé postale : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

AVANT NOTRE CONGRÈS

CHOISISSEZ :

Nous organiser ou disparaître

Il faut vivre l'existence du militant actif pour se rendre compte de la gravité de la situation.

Jamais, comme à l'heure actuelle, les anarchistes n'ont subi d'assauts aussi furieux et aussi violents. Dans cette lutte contre l'idéal libertaire, les bolchevistes de l'*Humanité* et les camelots de l'*Action Française* sont unis par une haine commune contre notre propagande. Lisez ces deux journaux, et vous y verrez les mêmes attaques, les mêmes calomnies, les mêmes saletés.

Avec eux, quoique sur un ton plus modéré, tous les autres partis nous tapent dessus.

Ceci n'est que polémique de presse, diront les militants (ceux qui, à l'écart, ne subissent guère d'attaques). Elle a pourtant son influence. Songez que nous n'avons, pour nous défendre et riposter, qu'un petit quotidien qu'on a négligé de propager et fortifier, et un seul organe hebdomadaire régional. Devant nous, la presse ennemie déverse quotidiennement des centaines de milliers d'exemplaires qui nous calomnient et pénètrent, malheureusement, là où nous n'allons pas.

Je connais des coins où des militants se taisent, atterrés par le flot d'ordures qui déferle sur notre mouvement.

Ce n'est pas tout. C'est même peu à côté de ce qui se passe dans les meetings, réunions, assemblées syndicales ou autres. Dans ces milieux, le parti bolcheviste, obéissant à un mot d'ordre lancé d'en haut et qui est exécuté dans tous les pays du monde, boycotte systématiquement et violemment toute expression de notre pensée.

Sitôt qu'un de nos amis est à la tribune, soit comme orateur, soit comme contradicteur, les hurlements, les obstructions répétées éclatent. Si le camarade n'est pas soutenu par une poignée de compagnons décidés à faire respecter la liberté de parole, il n'a plus qu'à s'en aller, sous les huées des énergumènes mouscataires.

Je n'avance rien que tous ne connaissent. Le Parti communiste, par méthode préconçue, organise une sorte de fascisme dans tous les milieux, s'imposant par ses cris ou ses coups.

D'autre part, les camelots du roi et autres réactionnaires préparent également leur fascisme à eux. Visant au même but que les bolchevistes (la dictature ou la royauté ne sont séparées que par une nuance d'éthique), ils utilisent les mêmes procédés.

Voici maintenant que les gens du Bloc des Gauches parlent, par la plume de Pierre Bertrand, de s'organiser pour pratiquer les mêmes moyens.

C'est une ère de violence qui s'ouvre. Aveugle qui ne veut pas voir la réalité. Mauvaise besogne accomplie qui, fermant les yeux à l'ardente lutte qui se prépare, se cantonne dans la peu dangereuse position d'éplucheur d'étymologies, de coupeur de cheveux en huit, de dissertateur et disséqueur à n'en plus finir.

Pour peu que nous restions encore un certain temps sur ce terrain, nous disparaîtrions en tant que mouvement.

Ce ne sont plus des individualités, si bien trempées soient-elles, que nous devons opposer à la menace qui grandit contre notre propagande et notre action, c'est l'union défensive et offensive de tous les militants, c'est l'organisation de nos forces, le regroupement des volontés.

Partout où existe une poignée de copains décidés à la lutte, nos ennemis sont bien obligés d'en tenir compte. C'est cela qu'il nous faut établir partout, avec une liaison solide et régulière permettant une action de grande envergure, une propagande tenace, continue, disposant des moyens matériels suffisants.

Ah ! je sais. Je connais la crainte de nombre de bons et sincères amis. « Vous allez à la centralisation, à l'autonomie, au parti ! » Ils nous crient : « Casse-cou ! »

Certes, leurs craintes peuvent sembler justifiées par ce qui s'est produit dans certains partis politiques. Mais il ne faut pas oublier que les anarchistes n'ont pas la même mentalité que les politiciens.

Dans toute chose — car tout est relatif — il y a des inconvénients et des avantages. Le tout est de bien peser de quel côté penche la balance.

Je crois, pour ma part, que dans les

circonstances présentes, il n'y a pas à hésiter plus longtemps.

La question se pose nettement : où nous avouerons notre impuissance à nous grouper, et par conséquent à être une force sociale, et à plus forte raison capable d'influencer une transformation sociale, et alors nous courrons à l'érassement de notre idéal, à la non possibilité de continuer notre action ; ou alors — et j'espère que le Congrès se prononcera dans ce sens — nous consentirons à laisser de côté les craintes puériles et nous grouperons sérieusement nos forces. C'est la seule condition qui nous permettra de riposter vigoureusement et d'arrêter la marée d'ordures qui menace de nous submerger.

Georges BASTIEN.

L'agitation chez les fonctionnaires

Les fonctionnaires s'agite, tout doux, tout doux, tout dou... ou... cément, bien sagement. Ils manifestent un peu partout mais sans excès.

A Marseille, 3.000 ouvriers, agents et usagers des services publics ont tenu un meeting. Et le lendemain ce fut le tour des receveurs buralistes.

A Brest un grand meeting a eu lieu, plusieurs orateurs ont pris la parole pour exposer les revendications générales qui se déclinent ainsi : liberté d'opinion ; exercice complet du droit syndical, l'annulation générale et la réintégration pour ceux qui ont été frappés ; salaire de base à 6.000 francs, échelle mobile ; réforme administrative réalisée par la collaboration du gouvernement et des organisations syndicales ou professionnelles du personnel, des représentants des usagers.

D'autre part, la Fédération postale du Nord a tenu à Lille un meeting sur la révision des traitements et l'application d'une indemnité mobile raisonnable.

Dans l'ordre du jour qui a été voté par les 600 assistants, les postiers ont protesté « contre toute solution qui, sous couvert de donner un traitement équitable, ferait porter le poids de toute la réforme à la catégorie moyenne du petit personnel ».

Ils réclament, en outre, une péréquation absolue entre toutes les catégories assimilables des différentes administrations de l'Etat et la création d'une indemnité mobile, régionale et locale, propre à pallier la cherté de la vie, particulièrement sensible dans la région du Nord. Ils rappellent au gouvernement l'engagement formel qu'il avait pris de verser des acomptes à partir du 1er juillet et protestent enfin contre toute compression nouvelle des effectifs des P.T.T. du Nord.

LE FAIT DU JOUR

Cuisine électorale

Hier a eu lieu l'élection d'un conseiller municipal du quartier de la Porte Saint-Martin, à Paris. C'est un conservateur, Contenot, qui est élu.

La popule électorale nous intéresse peu. Y fourrir son nez, c'est risquer de se faire asphyxier par les émanations putrides qui s'en dégagent.

Mais risquons néanmoins. Cela en vaut la peine. Cette élection a d'ailleurs fait un grand tapage, et par là acquis une certaine importance.

Le rôle des communistes surtout est à noter. Ce parti se présente antiparlementaire, antipoliticien. Mais cette affirmation vaut autant que toutes les autres qu'il fait. Pas une élection ne se passe sans qu'il ne présente des candidats. Et pas pour la forme, mais le plus sérieusement du monde, et avec le plus ardent désir de parvenir aux postes convoités.

Nos bolchevistes clament qu'ils font de la politique de classe. Cela ne les empêche pas de mettre en pratique les pires combinaisons et d'y étailler, comme leurs concurrents, toute la viléité de la mentalité politicienne.

Dans l'élection qui nous occupe, ils ont fait carrément le jeu des conservateurs, faisant échouer le candidat socialiste. Cette attitude, ils l'observent partout, dans le domaine politique comme dans le domaine économique.

Nous nous moquons, nous, de l'arrivée d'un fauteuil de conseiller d'un conservateur, d'un socialiste ou d'un bolcheviste, persuadés que les uns s'y conduisent comme les autres, et que les voix d'électeurs n'ont constaté aucun changement.

Mais quand on vient nous affirmer qu'on est plus révolutionnaire que tous les autres, lesquels on traite de contre-révolutionnaires et de petits bourgeois, et que la seule action que l'on est capable de mener est une action électorale, on nous permet de hausser les épaules et de sourire.

Politiciens vous êtes et resterez toujours !

Herriot « flirte » avec Mussolini

D'après une information officieuse, « les déclarations faites à un journal parisien par le nouvel ambassadeur de France, M. René Besnard, ont été accueillies avec faveur à Rome ».

On ajoute : « On tient à relever que les questions et les problèmes économiques auxquels l'ambassadeur veut consacrer une partie de ses efforts offrent un champ d'action éminemment propice, où il ne se trouve aucune difficulté insurmontable qui s'oppose à la bonne entente franco-italienne ».

« Pour cette entente, il est nécessaire d'écartier tout ce qui divise et de rechercher tout ce qui rapproche ».

L'accordement de Bonomini était sans doute parmi « tout ce qui divise ! » Le sort de Matteotti aussi, ainsi que celui de toutes les victimes de la réaction fasciste.

Ah ! elle est belle la politique du Bloc des gauches...

On poursuit un nègre

Rien n'est odieux comme ces chasses à l'homme, où se révèle la brutale mentalité de ces policiers et de ces pandores qui sont la honte d'une société.

A Moissac, la brigade de gendarmerie s'est mise à la poursuite d'un nègre du nom de Gouzé, dont le capitalisme avait fait un tireur, et qui s'était enfui de sa caserne, après une tentative de suicide. Il s'agissait de le réintégrer en prison. A la vue des gendarmes, Gouzé fit un bond dans la Garonne et disparut sous les eaux. Il fut aperçu ensuite au large, filant dans la direction des îlots de Saint-Nicolas-de-la-Grave.

On prit enfin ce malheureux noir. On le ligota. Mais il était grièvement blessé par une balle de ces brutes.

Transporté à l'hôpital de Castelsarrasin, il est dans un état très grave. Ces chasseurs blancs, ces troyges armées, ont bien mérité de la patrie et de l'autorité !

Silence dans les rangs !

On vous y prend les purs, les extra-purs, les satellites du Bloc des gauches et les seides à Lénine ! On vous voit, cette fois-ci, dans votre rôle d'esclaves ministériels !

Herriot a dit : Silence dans les rangs ! et l'*Ere Nouvelle*, le *Quotidien*, le *Peuple*, l'*Humanité* se taisent avec un ensemble qui, pour n'être pas harmonieux, n'en est pas moins significatif !

Il s'agit des économies et des rentrées financières qui vont, disent les agences, résulter d'une augmentation des amendes judiciaires et des différents frais de justice.

L'*Ere Nouvelle* n'en dit pas un mot, pré-paraît ses lecteurs pour des gourdes.

Le *Peuple* se met un bâillon et fait l'autruche, persuadé sans doute que seul le silence est grand lorsqu'il s'agit de mesures réactionnaires envers les petits.

L'*Humanité* encadre la prose de Lénine, mais se tait honteusement sur ces mesures fiscales dont l'effet désastreux est imminent.

Le *Quotidien*, plus hypocrite, tronque la note susdite, croyant donner le change aux actionnaires dont il est le prophète.

Quant à l'*Eure*, cet outsider de la prose de gauche, elle nous en apprend une bonne : elle appelle *décision démocratique* celle qui consiste à supprimer les frais afférents à l'homologation des titres nobiliaires. Petite perte de quelques millions de francs, dit-elle, largement compensée par les millions qui résulteront de l'augmentation des frais de justice !

Démocratiquement et gratuitement, on se paiera dorénavant un fortlet de baron ou une couronne de marquis. Mais si pauvre prolétaria, on encourt une amende en justice, elle sera doublée !

Fâcheux, tartuffes, échines courbées sous la châlagne du pouvoir, vous n'êtes point les journalistes à la voix libre, vous êtes des mercenaires à la solde des puissants, et votre honte suprême est de vous affubler d'un masque menteur, d'un masque démagogue !

Le *Quotidien*, plus hypocrite, tronque la note susdite, croyant donner le change aux actionnaires dont il est le prophète.

Quant à l'*Eure*, cet outsider de la prose de gauche, elle nous en apprend une bonne : elle appelle *décision démocratique* celle qui consiste à supprimer les frais afférents à l'homologation des titres nobiliaires. Petite perte de quelques millions de francs, dit-elle, largement compensée par les millions qui résulteront de l'augmentation des frais de justice !

Démocratiquement et gratuitement, on se paiera dorénavant un fortlet de baron ou une couronne de marquis. Mais si pauvre prolétaria, on encourt une amende en justice, elle sera doublée !

Fâcheux, tartuffes, échines courbées sous la châlagne du pouvoir, vous n'êtes point les journalistes à la voix libre, vous êtes des mercenaires à la solde des puissants, et votre honte suprême est de vous affubler d'un masque menteur, d'un masque démagogue !

Le *Midi bouge*

Tarbes, 26 octobre. — Des incidents ont marqué la conférence faite au Mans par M. Qumel, professeur à l'Université de Helsingfors, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et Roger Picard, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme française, sur le sujet : « France et Allemagne ».

Munis de sifflets à roulette et de klaxons, une trentaine de camelots du roi ont troubé le commencement de la réunion par un vacarme qui se prolongea.

L'auditoire expulsa les manifestants. Des horions furent échangés.

Quatre jeunes royalistes furent amenés au poste de police, mais furent relâchés après vérification de leur identité.

Ils ne sont pas de la graine dont on fait les prisonniers, ils sont de celle dont on fait les « légumes ».

Le *Midi bouge*

On trouve des cartes à la Librairie 9, rue Louis-Blanc.

Prix d'entrée : 3 francs.

Pour Sacco et Vanzetti

D'Amérique nous recevons l'appel suivant en faveur de Sacco et de Vanzetti :

Travailleurs !

La presse dans laquelle vous croyez — celle qui a cependant une manière intéressante d'interpréter et d'exposer faussement les faits — vous a rappelé le supplice et l'angoisse de six travailleurs italiens, de six innocents pendus dans l'Etat de la Louisiane. Et vous aurez frémé d'indignation et de passion pour l'infamie accomplie au nom de la loi, fortifiée des représailles.

Aujourd'hui — et depuis quatre ans — deux autres travailleurs attendent dans le Massachusetts un fait analogue. S'illusion sur le sort de Nicolas Sacco et de Bartolomeo Vanzetti, c'est fermer les yeux sur la réalité. Car personne n'évitera — tant qu'on espèrera dans la tonne volonté de ces Messieurs et de leurs soutiens — que nos deux amis, nos deux camarades, soient sacrifiés.

Et cependant il ne reste plus une pierre de la construction savante et patiente de l'accusation. De faux témoins démasqués, les évidences même de l'accusation retournent contre l'accusation même, toute l'intimidation et les fauves appareils policiers tombés dans le jeu. Mais l'accusation ne relâche pas, et la Cour elle-même démontre quelle s'était faite tendre protectrice de la cause des inquisiteurs et des grands flibustiers du Massachusetts ; et contre toutes les manifestations elles garde le silence, dans l'attente que, finalement, le sursaut de sympathie en faveur des deux fiers lutteurs s'étant apaisé, elle puisse livrer au fourreau les victimes abandonnées.

Le permettrez-vous !

Il fut un moment, dans ce grand drame judiciaire qui a passionné tous les travailleurs du monde, où il sembla que la rue, votre voix, votre action, auraient dû forcer les portes des prisons pour redonner la liberté, la vie, la vigueur et la force... mais qui impose la volonté !

Dites, comme vous le pouvez et comme vous le savez, toutes les iniquités qui ont maintenant Sacco et Vanzetti sur le seuil de la mort depuis des années. Dites que vous n'admettez plus de retard, plus de renvoi. Dites que vous ne tolérez pas le renouvellement du crime des six pendus de la Louisiane !

Sacco et Vanzetti doivent être libérés ! Debout, travailleurs, compacts pour une décisive action !

Le Comité Sacco-Vanzetti.

Exploits de camelots au Mans

Le Mans, 26 octobre. — Des incidents ont marqué la conférence faite au Mans

A la veille du Congrès

L'objet le plus discuté, le plus discutable de notre prochain Congrès, sera inévitablement « l'organisation anarchiste ». Je comprends et je prévois quelles seront les thèses que nous apporteront les antiorganisateurs. Elles ne datent pas d'aujourd'hui et sont évidentes.

La crainte de constituer le « parti » sera l'obsession, le diable, pour de nombreux compagnons.

Mais tout cela ne tient pas devant la logique criante des enseignements de ces derniers événements, à moins qu'on ne veuille faire de l'anarchisme une politique de verbalisme plus ou moins rhétorique.

Nous avons besoin, nous ressentons le besoin d'autre chose.

Normalement, éthologiquement, qu'entend-on par parti ?

Tous répondent : la coalition de tous ceux qui approuvent une certaine ligne de conduite politique idéologique.

Or les anarchistes diffèrent de tous les partis politiques par la forme hiérarchique qu'il impose à ceux-ci leur structure dictatoriale, mais ils constituent, moralement, un parti en tant que partisans de l'Anarchie.

Mais il y a plus encore. Les anarchistes militants constituent un véritable parti politique à discipline morale, non dans le sens que Machiavelli donnait à la politique, c'est-à-dire « l'art de gouverner les peuples », mais dans le sens de la lutte pour la liberté.

En fait, quand les anarchistes se sont agités pour la libération de Cottin, de Sacco et Vanzetti, de Mateu et Nicolau, etc., ils n'ont fait qu'une agitation essentiellement de nature politique.

Les agitations économiques, elles-mêmes, quand elles rompent le cercle des corporations et se généralisent jusqu'à menacer le pouvoir constitué, comme par exemple la grève générale à tendance insurrectionnelle, elles rentrent sur le terrain politique, non dans le sens qu'elles font de la politique, mais parce qu'elles attaquent directement l'agent politique du patron, qui est le gendarme, l'Etat.

C'est là une des raisons pour lesquelles les anarchistes n'ont jamais cru à la valeur du syndicalisme pur, moyen et fin.

Au prochain Congrès, il est nécessaire d'approfondir, d'analyser, de concrétiser l'argument de l'organisation anarchiste.

Surtout il ne faut pas craindre les critiques, car lorsque celles-ci sont une forme concrète de l'esprit analytique du militant, elles sont indispensables ; autrement elles tombent miserabillement.

Il faut partir du concept que le parti anarchiste est l'opposé de l'esprit autoritaire par les fins et les moyens qu'il se propose. Ainsi, tandis que, dans notre parti, doit dominer le mot « coordination », dans le parti autoritaire, par sa structure organique en relation avec les buts qu'il se propose, domine le mot sacramental d'« ordre ».

Dans le sens réel de ces deux mots réside

toute notre différence avec les autoritaires. Il faut que les camarades qui, au prochain Congrès, seront appelés à discuter sur l'organisation anarchiste, en tiennent sérieusement compte.

L'organisation anarchiste, est-elle nécessaire ?

Celle-ci non seulement est nécessaire, mais encore, par l'expérience de ces derniers temps, elle est devenue indispensable.

Sans notre organisation, il n'est pas possible de développer notre mouvement et d'entreprendre une agitation quelle qu'elle soit.

Nous qui jadis ironisions les autoritaires, nous démontons, dans la pratique, que nous ne savons pas faire mieux qu'eux.

Il est indéniablement prouvé que sans une organisation qui coordonne les efforts de chacun de nous, nous ne pouvons entrer en bataille avec notre drapé, et nous serons, comme par le passé, sujets au honneur compromis ou à l'inaction blâmable.

Si, durant cinquante années d'active propagande, nous avions pensé à nous organiser, les autoritaires ne feraient pas aujourd'hui ce qu'ils font et les fruits de notre propagande et de nos sacrifices n'auraient pas été rendus nuls par l'incoordination.

On dure que nous ne tenons pas compte de la liberté individuelle que l'organisation offre. C'est une insinuation dont il n'est pas sérieux de tenir compte.

Il faut penser aux expériences russes et italiennes.

En Italie, les buts de l'organisation anarchiste qui n'avaient pas pris racine étaient contrefaçons et exagérées par ceux qui, aujourd'hui, n'étaient pas capables de s'entendre et de travailler pour s'entendre entre anarchistes, ne dédaignent pas l'adhésion à n'importe quel groupement politique antifasciste.

Au contraire, les anarchistes organisateurs doivent être capables de constituer des groupements sur lesquels, à un certain moment de la lutte, puisse converger toutes les énergies pour la liberté.

L'Union Anarchiste ne doit pas être un quelconque exécuatif mais une véritable centrale téléphonique où l'on recherche et où l'on donne des communications et non des ordres.

En outre de l'organisation anarchiste, le Congrès sera appelé à se prononcer au sujet du *Libertaire*.

Personne, je le crois, ne sera contraire à la parution quotidienne du *Libertaire*. Mais sur les modes de cette parution, il y aura beaucoup à dire. A mon avis, l'emplacement du journal n'est pas toujours utilisé comme il le faudrait, surtout la quatrième page.

La rédaction craint peut-être de paraître autoritaire en écartant certaines prises de bec inutiles entre « personnalités » et certaines tirades vides de sens ? A mon avis elle aurait tort.

VIOLA.

rendre à l'inspection médicale scolaire le contrôle de l'éducation physique scolaire ; rendre à l'inspection médicale scolaire le contrôle de l'éducation physique scolaire qui est de son ressort.

Dans notre chère école primaire, pour cette enfance qui nous est chère, il y a encore beaucoup à faire, pour que l'école devienne meilleure, pour que les écoliers tirent le maximum de profit de l'école renouvelée, pour que l'école cultive l'amour-nouveau, partant plus rationnellement, l'humanité de demain.

Pour nous, instituteurs libertaires, qui sommes à l'avant-garde extrême de l'armée républicaine, à chaque jour suffit sa tâche. Il faut que l'organisation du sabotage de l'école disparaît au plus vite.

Maurice JACOUILLE,
Instituteur public.

Le combat des mercantis pour la vie chère

De partout affluent les renseignements qui prouvent dans le clan des affameurs une activité de plus en plus grande.

A la Bourse de Commerce de Lille, les industriels, négociants et courtiers du Nord s'organisent pour tenir mieux en mains le marché des blés et des céréales. Et à Béthune, ces messieurs menacent.

Deux cent cinquante délégués du Syndicat de la Boulangerie du département du Loir-et-Cher ont émis un vœu dans lequel ils déclarent que « Si le pain n'est pas immédiatement augmenté de dix centimes par kilogramme dans le département, les boulangeries fermeront au fur et à mesure de l'épuisement du stock des farines restant encore dans le magasin de chaque membre du Syndicat. »

Toutes les audaces leur sont permises, puisque ce n'est qu'avec des politesses inutiles que le gouvernement réprime les manœuvres des accapareurs. Il faut vraiment pour exciter les foudres du Bloc des Gauches exagérer et chercher dans les bénégios. Et cet important Moulin de l'Oise contre lequel on enquête, mais dont on ne veut pas lever le nom.

Voici comment les voleurs légaux opèrent :

A l'annonce de la fixation du prix limite de la farine à 138 francs le quintal à partir du 9 octobre, la direction des moulins en question avait donné des instructions à ses couveurs pour annuler chez leurs clients, les boulangeries de Paris et de banlieue, les marchés passés à 138 francs et au-dessous.

Attendez quelque temps encore, leur avait-on dit, et livrez aux prix de 125 et 147 francs.

En outre, à un certain moment, bien qu'ils prétendent manquer de blé, les moulins avaient préféré livrer leur farine à des prix plus avantageux à certains boulangeries, pâtissiers et fabricants de pâtes.

Et les résultats de la politique de condensité du gouvernement sont visibles : le pain augmente partout. A Dijon il passe à 1 fr. 35, à Chambéry il est à 1 fr. 40, et il bat tous les records dans le Var où il atteint 1 fr. 70, trente-quatre sous le kilo.

Ca va, ça va, Herriot ! La lutte contre la vie chère continue !

Locataires, attention !

La découverte de Jagadis Chandra Bose et le Végétalisme

1^{re} Question : Etes-vous locataire d'avant-guerre et votre propriétaire ne vous a-t-il jamais signifié congé ?

Réponse : Attendez d'avoir reçu congé et dans les vingt jours du congé notifiez à votre propriétaire une demande de prorogation par acte extra-judiciaire, autrement dit par exploit d'huissier, en vertu de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Le fait d'avoir accepté une augmentation antérieure ne met pas obstacle à votre droit à la prorogation à la condition, bien entendu, que vous n'ayez jamais reçu congé antérieurement et que vous n'ayez pas signé d'accord antérieur à votre propriétaire relativement à la prorogation (loi de 1918).

2^{re} Question : Locataire d'avant-guerre, bénéficiiez-vous actuellement d'une prorogation ?

Réponse : Si votre prorogation en cours ne vous permet pas de vous maintenir dans les lieux jusqu'à janvier 1926, écrivez à votre propriétaire et non au gérant une lettre recommandée avec avis de réception aux termes de laquelle vous manifestez l'intention de bénéficier des dispositions de la loi du 31 mars 1922, modifiées et complétées par celles des lois du 29 décembre 1923 et 2 août 1924, c'est-à-dire que vous désirez voir proroger votre maintien dans les lieux jusqu'à janvier 1926, en offrant, s'il y a lieu, une majoration du prix de votre location en prenant comme base le chiffre du loyer en 1914.

(Faire usage de préférence d'une cartelet recommandée.)

3^{re} Question : Commerçant, industriel ou assimilé, avez-vous un bail portant sur un local mixte, commerce avec habitation contiguous ?

Réponse : Si vous êtes locataire d'avant-guerre et que votre bail soit en cours, vous devez, trois mois au moins avant son expiration, réclamer le bénéfice de la prorogation quinquennale prévue par l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Si, au contraire, vous êtes locataire d'après-guerre, agissez comme ci-dessus.

4^{re} Question : Commerçant, industriel ou assimilé, avez-vous un bail portant sur un local exclusivement commercial, industriel ou professionnel ?

Réponse : Si vous êtes locataire d'avant-guerre, vous devez, trois mois avant l'expiration de votre location, réclamer le bénéfice de la prorogation quinquennale prévue par l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Si, au contraire, vous êtes locataire d'après-guerre et que votre bail soit expiré ou arrivé à expiration en janvier 1925, il importe avant le 2 novembre 1924 que vous adressez à votre propriétaire, par cartelet recommandée avec avis de réception, une demande de maintien jusqu'à janvier 1926 moyennant majoration s'il y a lieu qui, à défaut d'accord, sera fixée par le tribunal compétent, en conformité de l'article 10 de la loi du 31 mars 1922.

5^{re} Question : Avez-vous, par le jeu de la loi du 29 décembre 1923, obtenu une prorogation jusqu'en janvier 1925 ?

Réponse : Si vous n'avez pas encore formulé de demande de prorogation, il est indispensable que vous la formulez avant le 2 novembre 1924, car à défaut vous seriez forcés.

5^{re} Question : Avez-vous conclu avec votre propriétaire un accord amiable sans fixer de terme à cet accord ?

Réponse : Trois cas principaux peuvent se présenter :

a) Vous étiez en possession d'un bail terminé, d'accord avec votre propriétaire vous avez convenu d'un nouveau prix pour continuer à occuper les lieux. Vous êtes devenus locataire verbal et votre propriétaire pour faire cesser cette nouvelle location doit vous donner congé. Par conséquent, aucune demande à faire pour l'instant. Attendez d'avoir reçu congé pour notifier votre demande de prorogation.

b) Vous étiez en possession d'une prorogation qui est terminée, vous avez accepté à l'expiration de cette prorogation une augmentation du prix de votre location. Attendez d'avoir reçu congé pour notifier votre demande de prorogation.

c) Votre propriétaire vous a donné congé à une certaine époque. Pour annuler les effets de congé vous avez accepté une augmentation. Le fait d'accepter une majoration constitue de nouvelles conventions auxquelles il ne peut être mis fin que par un congé.

Donc, comme ci-dessus, attendre le congé pour notifier la demande de prorogation dans les vingt jours.

7^{re} Question : En difficulté avec votre propriétaire, les multiples incidents de justice vous ont-ils permis de demeurer jusqu'au 2 août dernier dans votre immeuble ?

Ecrivez tout de suite, surtout si votre expulsion a été fixée à une date antérieure au 2 novembre 1924, à votre propriétaire une lettre recommandée avec avis de réception revendiquant le bénéfice de la loi du 2 août 1924.

Observations : La prorogation accordée par les tribunaux en vertu de la loi du 2 août 1924 est facultative, c'est-à-dire qu'elle n'est pas de droit. En effet, le propriétaire, s'il appartient à l'une des catégories déterminées à l'article 13 de la loi du 31 mars 1922 et en invoquant un motif légitime, peut obtenir pour lui-même la reprise de possession des lieux. En tout cas, la prorogation, lorsqu'elle est accordée par le juge, ne peut être inférieure à six mois, mais elle est renouvelable à la condition que le locataire en formule la demande au propriétaire trois mois au moins avant l'expiration de la prorogation actuelle.

Nora. — Il serait utile que les locataires qui ont des doutes sur leur situation s'adressent à des organismes de défense de la cause des locataires, particulièrement spécialisés dans ces questions d'ordre juridique.

Toutes les audaces leur sont permises, puisque ce n'est qu'avec des politesses inutiles que le gouvernement réprime les manœuvres des accapareurs. Il faut vraiment pour exciter les foudres du Bloc des Gauches exagérer et chercher dans les bénégios. Et cet important Moulin de l'Oise contre lequel on enquête, mais dont on ne veut pas lever le nom.

Voici comment les voleurs légaux opèrent :

A l'annonce de la fixation du prix limite de la farine à 138 francs le quintal à partir du 9 octobre, la direction des moulins en question avait donné des instructions à ses couveurs pour annuler chez leurs clients, les boulangeries de Paris et de banlieue, les marchés passés à 138 francs et au-dessous.

Attendez quelque temps encore, leur avait-on dit, et livrez aux prix de 125 et 147 francs.

En outre, à un certain moment, bien qu'ils prétendent manquer de blé, les moulins avaient préféré livrer leur farine à des prix plus avantageux à certains boulangeries, pâtissiers et fabricants de pâtes.

Et les résultats de la politique de condensité du gouvernement sont visibles : le pain augmente partout. A Dijon il passe à 1 fr. 35, à Chambéry il est à 1 fr. 40, et il bat tous les records dans le Var où il atteint 1 fr. 70, trente-quatre sous le kilo.

Qu'ont-ils dit ? Rien. Mais que Chautemps prenne garde. Etreveux a cotité cher à Milford et il devrait se souvenir que trop

Nos Echos

On taxe les payages.

La loi de l'argent a multiplié les taxes. L'Etat autoritaire fait flétrir de tout bois. Il ressemble à un archer désespéré qui ne réussit point à enfonce la pointe dans le rond inaccessible d'un budget lointain.

Les artistes, qui logent souvent dans leur bourse, ne peuvent plus désormais s'installer dans le parc de Saint-Cloud pour y prendre un croquis ou y ébaucher une aquarelle qu'en acquittant une taxe spéciale, en payant « une permission de peindre ou dessiner » dont le prix est de 1 franc.

Voilà qui est abusif. Il faut laisser le soleil jeter ses pièces d'or dans les feuillages, pour la plus grande joie des yeux, et ne pas monnayer stupidement les beautés naturelles...

○○○

Exploiters de crimes.

Ce sont ces forbans de la plume qui tiennent des feuillages malodorants sur les drames des cours d'assises, en cette époque de l'année où Thémis revêt son hermine tachée de sang et fait jouer ses balances à faux poids.

Que ce soit pour des escrocs de haut vol, comme ils disent, pour des voleurs ou pour Seznec aux réparties ironiques, ils trouvent des couples et des refrains pour toucher les cordes basses de la sensibilité humaine, ce violon dont ils abusent parce qu'il est leur gagne-pain.

Au lieu de rechercher des remèdes à ces plaies sociales, ils envoient le mal, ils en font un microbe ravageur.

A cela, il est une raison : il s'agit de détourner, par des historiettes, l'attention du peuple et de lui confier l'Auberge de Peirobeille, pour lui faire oublier le pain cher et le meublé hors de prix.

○○○

Circuler vite.

La vie « à outrance » a créé la circulation folle.

Les hommes déments sont venus s'entasser dans des villes trop étroites où ils brisent leurs désirs cruels contre des murs, ou meurent leurs illusions.

Dans leurs machines à tuer le temps, ils ressemblent à des bourdons qui vont de ci, de là, amenant la mort de la souffrance, pour satisfaire leur soif de la souffrance, pour satisfaire leur soif de la mort.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

A QUOI BON LA REICHSSWEHR ?

M. Gessler, le ministre allemand de la défense nationale, dans une conférence sur « la puissance défensive de l'Allemagne », a déclaré que « l'armée actuelle du Reich n'est même pas en état d'assurer la protection des frontières allemandes, et la marine peut à peine suffire à la tâche qui lui incombe de défendre le littoral ».

« On me demande souvent, a dit Gessler : — A quoi sert alors cette armée ? Pourquoi ne pas la transformer purement et simplement en une force de police ? »

« Voilà des questions auxquelles je vais essayer de répondre. De deux choses l'une : ou bien les autres puissances exerceront, à leur tour, les obligations qui découlent du traité de Versailles, et qui stipulent que le désarmement de l'Allemagne doit être la première étape du désarmement général, ou bien un changement doit se produire dans la situation politique qui permettra au Reich de constituer une armée répondant à cette situation internationale d'une part, et à notre situation géographique d'autre part. Dans les deux cas la Reichsswehr doit être conservée, car elle seule maintient dans la nation allemande les « vertus guerrières » et les connaissances militaires indispensables. »

En d'autres termes, cela veut dire : Si les autres puissances européennes désarment, nous licencierons la Reichsswehr. Sinon, elle demeurera le noyau d'où sortira une armée de guerre.

Et puis, et le général Gessler le dit en des termes fort enveloppés, la Reichsswehr sociale en Allemagne.

est destinée à contrecarrer la Révolution. En résumé, la Reichsswehr, cet embryon d'armée, est moins coûteuse qu'une grande armée, mais aussi nuisible et néfaste pour le pays. Telle est la conclusion logique que nous tirons de la conférence de Gessler.

ANGLETERRE

LA FOIRE ELECTORALE

L'incident soulevé par la publication de la lettre de Zinoviev est loin d'être clos, et chaque parti politique commente à sa façon l'attitude de Mac Donald à ce sujet.

Toutefois, malgré l'émotion produite dans le pays, la campagne électorale se poursuit, et les travaillistes espèrent encore reprendre leurs places sur les bancs gouvernementaux. Les prévisions du Labour Party sont assez optimistes, puisqu'il pense détenir 238 sièges dans la prochaine assemblée.

Le journal du dimanche, *Reynolds*, déclare qu'on s'attend à ce que le gouvernement travailliste se présente devant la nouvelle Chambre et attende d'être battu sur une question d'importance capitale avant de démissionner.

D'après ce journal, si les travaillistes n'ont pas une majorité indépendante, l'occasion de se retirer sera fournie au cabinet Mac Donald par la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône.

Attendons donc jusqu'à mercredi prochain pour savoir qui des conservateurs ou des travaillistes dérocheront la timbale, car les libéraux n'ont aucune chance d'arriver au but. Mais que les uns ou les autres triomphent, la situation économique du prolétariat n'en sera pas changée.

LE KU KLUX KLAN ANGLAIS TROUBLE UN MEETING ELECTORAL

Londres, 26 octobre. — Le Ku Klux Klan, qui soutient M. Lloyd George, a troubé hier un meeting électoral organisé par M. Zimmern, candidat travailliste à Nedin (Pays de Galles).

Les membres du Ku Klux Klan, vêtus de blanc et coiffés de la cagoule, ont fait irruption dans le hall au moment où les partisans de M. Zimmern prenaient la parole.

On déclare qu'ils ont voulu faire échouer cette réunion par représailles.

CHINE

LA GUERRE EST-ELLE TERMINEE ?

Quelles sont les intentions du général chinois Feng ? L'on pouvait penser tout d'abord qu'il allait faire table rase du gouvernement actuel et établir avec les autres dictateurs de province un gouvernement

« d'Union Sacrée ». Il n'en est rien. Le nouveau dictateur ne semble pas avoir l'intention de se désolidariser du pouvoir central, et ce qui est probable c'est qu'il a voulu prendre la place de Wu-Pei-Fou.

Il a demandé aux membres du cabinet de conserver leurs postes, et sauf le ministre des finances qui est en fuite, tous les autres ministres restent en fonction, et Feng a en outre déclaré qu'il protégera de tout son pouvoir le président de la république chinoise, qui vient de donner sa démission.

D'autre part, les nouvelles agences sont en contradiction qu'il est difficile d'être fixé sur la situation exacte de la Chine. Certaines dépêches annoncent que le général Feng a l'intention de porter un coup décisif aux armées du dictateur mandchou Tchang-So-Lin, et d'autres qu'il a fait appeler à lui et à Sun-Yat-Sen pour assister à une conférence de paix.

Quant à Wu-Pei-Fou que l'on déclarait en fuite, une mission lui aurait été offerte par le nouveau dictateur.

En tous cas la situation est calme pour le moment, et les combats sont arrêtés. Espérons qu'ils ne reprendront plus, et que les troupes se refuseront à poursuivre cette querelle qui ne profite, comme toujours, qu'à certains groupes de financiers qui y trouvent leurs intérêts !

RUSSIE

HERRIOT VA RECONNAITRE LES SOVIETS

M. Herriot, président du Conseil français, digne représentant de la bourgeoisie républicaine va, dans les premiers jours de cette semaine, reconnaître de jure le gouvernement des Soviets.

L'Humanité, « grand journal des masses », ne va pas manquer à cette occasion de clamer à tous les échos que c'est sa campagne et la volonté du peuple qui ont obligé Herriot à prendre cette position. La vérité est plus simple, et c'est sans doute la raison pour laquelle tant de travailleurs ne veulent pas l'admettre.

MM. Herriot et de Monzie, défendant les intérêts d'une certaine fraction de la bourgeoisie, considèrent qu'il y a de l'argent à gagner en Russie pour le capitalisme français, et c'est l'intérêt seul de la bourgeoisie qui a pesé dans les décisions du gouvernement des Soviets.

D'ailleurs, nous pouvons être convaincus que la République russe était encore à l'heure actuelle un danger pour le capitalisme international, aucun gouvernement ne consentirait à la reconnaître.

Voilà ce que ne veut pas comprendre le troupeau d'avègues qui suit les chefs du P. C. Nous espérons néanmoins que la reconnaissance par la France du gouvernement des Soviets n'obligeras pas le peuple ouvrier de Russie à payer au capitalisme français les 13 milliards de dettes contractées par le régime tsariste. Ce serait une honte qu'un prolétariat aussi misérable que celui de Russie soit obligé de travailler pour rembourser des emprunts dont il n'a bénéficié en aucune façon. Mais hélas il faut s'attendre à tout et ce sont justement les concessions successives du gouvernement russe à la bourgeoisie qui nous ont fait craindre pour l'avenir de la classe ouvrière de ce pays.

ITALIE

DECLARATIONS D'UN MEGALOMANE

Parlant aujourd'hui à Busto Arsizio, M. Mussolini a déclaré, notamment :

« Nos adversaires devront se persuader que le gouvernement actuel est solide et que moi, je suis encore plus solide que le gouvernement.

« Il est en Europe des nations qui montent, d'autres qui descendent. Nous sommes de celles qui montent et, si on nous laissait travailler en paix cinq ou dix ans, l'Italie serait à la tête de la civilisation mondiale.

UNE CONCESSION ITALIENNE EN RUSSIE

On annonce qu'un accord a été convenu entre l'Italie et la Russie, au sujet d'une concession dans la zone minière du bassin de Donots. La durée de cette concession sera de 33 ans.

En peu de lignes...

Le sport n'adoucit pas les meurs

Paris, 26 octobre. — Une scène regrettable de violence, s'est déroulée ce soir à l'issue d'un match de football, sur le terrain du Cercle Athlétique de Paris à Charentonneau.

L'équipe de ce dernier club venait de battre celle du Sporting Club de Choisy-le-Roi après une rencontre correcte qui avait été arbitrée par un joueur de Choisy lorsque deux joueurs du Club battu s'indignèrent devant le résultat acquis, déchirèrent le procès-verbal du match et, à coups de chaises en fer et de barres de bois, arrachées aux balustrades se précipitèrent sur les joueurs du Club Athlétique de Paris. Deux de ceux-ci furent sérieusement blessés à la tête et aux reins et plusieurs autres reçurent des contusions moins graves.

Le prix du pain dans les Vosges

Épinal, 26 octobre. — A Bruyères, le prix du kilo de pain vient d'être porté à 1 fr. 45.

Une imprimerie détruite par le feu à Saint-Chamond

Saint-Étienne, 26 octobre. — Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré ce matin à 9 heures dans les ateliers d'imprimerie et de cartonnage Poméon, à Saint-Chamond, à la suite d'un court-circuit. Au bout d'une heure à peine, les ateliers ne formaient plus qu'un immense brasier.

Malgré la promptitude des secours, l'imprimerie Poméon a été entièrement détruite. Les dégâts s'élèvent à un million et demi.

Une auto s'écrase sur la voie à Saint-Gyr

Versailles, 26 octobre. — Une auto militaire conduite par le soldat Armand Chabot, du 1^{er} groupe d'aviation à Saint-Cyr l'École, ayant à ses côtés son camarade Deloyer, du même régiment, et deux civils, MM. Jouan, charronnier à Bois d'Arcy et Roger Golbert se disposait à franchir le pont du chemin de fer de la ligne Paris-Dreux, lorsque le conducteur de l'auto pour éviter une autre voiture arrivant en sens inverse, donna un brusque coup de volant. L'auto, projetée contre le parapet du pont du chemin de fer qu'elle défonça, vint s'écraser sur la voie ferrée.

Le soldat Deloyer était tué sur le coup.

Son camarade Chabot, fut blessé à la tête. L'un des civils, M. Jouan, fut blessé sur différentes parties du corps.

Il aimait trop le champagne

Ivre-mort, Robert Delafollié, 29 ans, cheminot, est étendu sur les voies de la gare de Creil, avec onze bouteilles de champagne vides autour de lui.

Revenu à lui, il reconnaît avoir volé les bouteilles dans un wagon plombé.

Enfin libres !

Aix-en-Provence, 26 octobre. — Trois détenus de la maison d'arrêt viennent de s'enfuir. Ils tresseront eux-mêmes, avec du raphia, une corde d'une dizaine de mètres. Puis ayant ligoté et rossé le gardien, ils réussiront à prendre le large. Ils courront toujours !

L'aide maçon avait la voix trop frêle

Châlons-sur-Marne, 26 octobre. — A la suite d'un vol de bicyclette, la police visitant les hôtels, découvrit la machine dans l'un d'eux. Elle avait été apportée par un jeune homme. On monta pour l'appréhender, mais on fut surpris de la finesse de sa voix et de ses allures plutôt féminines.

On s'aperçut bientôt qu'il était en présence d'une jeune fille, Madeleine Liegeois, seize ans, qui, placée dans la culture par ses parents habitant Barancourt (Meuse), se sauva, se coupa les cheveux et s'habilla en homme. Pour gagner sa vie elle s'embaucha dans plusieurs chantiers d'Épernay. Quant on remarqua ses tournures féminines elle s'enfuya.

Le feu chez Say

Un incendie d'une certaine violence a dévoré les grénières de la raffinerie Say, 70, rue Dunois. Il fallut deux heures pour maîtriser le sinistre. Les dégâts s'élèvent à 30 000 francs. Ce n'est pas une affaire pour les spéculateurs éhontés qui ont gagné tant de millions sur les dos des consommateurs.

Trafic de monnaies

Au moment où ils portaient chez un fondeur de la rue Vieille-du-Temple 20 kilos de pièces d'argent, les frères Louis et Félix Fersino, 31 et 32 ans, démeurant l'un rue de la Banque, l'autre 53, rue Jules-Ferry, à Fontenay, ont été appréhendés, rue du

— Nous allons leur en donner, aux libéraux ! dit Hector Merlin.

— Messieurs, répondit Nathan, qui s'envola sous cette bannière en jugeant qu'il valait mieux avoir pour soi que contre soi l'autorité dans l'exploitation du théâtre à laquelle il songeait, nous leur faisons la guerre, faisons-là sérieusement ; nous ne tirons pas des balles de liège ! Attaquons tous les écrivains classiques et libéraux sans distinction d'âge ni de sexe, passons au fil de la plaisanterie, et ne faisons pas de quartier.

— Soyez honorables, ne nous laissons pas gagner par les exemplaires, les présents, l'argent des libraires. Faisons la restauration du journalisme.

— Bien ! dit Martainville, « Justum et Iustaceum propositi virum ! » Soyez impeccables et mordants. Je ferai de la Fayette !

— Moi, dit Lucien, je me charge des héritiers du Constitutionnel, du sergent Mercier, des œuvres complètes de M. de Jouy, des illustres orateurs de la gauche !

Un guerre a mort fut résolue et votée à l'unanimité, à une heure du matin par les rédacteurs, qui noyèrent toutes leurs nuances et toutes leurs idées dans un punch flamboyant.

— Nous nous sommes donné une fameuse culotte monarchique et religieuse, dit sur le seuil de la porte un des écrivains les plus célèbres de la littérature romantique.

Ce mot historique, révélé par un libraire qui assistait au dîner, parut le lendemain dans le *Miroir* ; mais la révélation fut attrubée à Lucien. Cette défection fut le signal d'un effroyable tanage dans les journaux libéraux. Lucien devint leur bête noire et fut typhonisé de la plus cruelle façon : on raconta les infortunes de ses sonnets, on apprit au public que Dauriat aimait mieux

Parc-Royal. Ils ont avoué acheter 160 fr. en billets les 100 francs en argent.

Un bonhomme peu douillet

Vendredi, un Russe, le cuisinier Vladimir Macaroff-Jaeschke, 40 ans, rue Gutenberg, à Boulogne-sur-Seine, demandait son admission dans une clinique de Neuilly. Il prétendait avoir été frappé, quand il rentrait chez lui, la veille au soir, à cinquante mètres de la porte de Saint-Cloud, de plusieurs coups de couteau par trois inconnus. René chez lui, il ne se sera aperçu de ses blessures que le lendemain matin. C'est une affaire mystérieuse.

Incendie à Asnières

Le feu a ravagé, hier, l'atelier de peinture de l'usine Chaussin, rue de l'Alma, à Asnières. Un bâtiment de cent cinquante mètres Carrés a été détruit. Dégâts importants. Ni accidents de personnes, ni chômage en vue.

N'avouez jamais

A la suite d'une perquisition, René-Louis Audibert, 30 ans, imprimeur, 37, avenue du Docteur-Durand, à Gentilly, a été arrêté. On avait trouvé chez lui une cargaison de timbres de quinzaine, des timbres-poste, ainsi que des rouleaux de pièces en nickel ayant appartenu à une compagnie de transports en commun.

Interrogé, il répondit facétieusement qu'il avait, un jour où il se trouvait en fond, fait provision de timbres pour affranchir sa correspondance durant toute son existence.

Nuit de noces sanglante

Après un bon dîner qui clôturait leur journée de noces, les époux G. commencèrent à se prendre de querelle avec leurs invités, rue de Savoie. Attristé par le bruit, Henri-Chauvin et de la Mare.

On ne sait ce qui se passa. Mais l'Algérien Amar Matilouf s'affaissa, atteint d'un coup de couteau au ventre. Son état est grave.

Le marié prétend avoir agi en état de légitime défense.

La guerre tue toujours

Lyon, 26 octobre. — Revenu de la guerre avec des signes de déséquilibre mental, Edouard Neyret, 33 ans, cultivateur à Saint-Chéf (Isère), a tué son voisin, Paul Ricard, journalier, d'un coup de fusil.

La noce troublée

Douarnenez, 26 octobre. — Tandis que les invités célébraient le mariage de Mme Richard en s'amusant dans la cour de son père, à l'ile de Sein, ils furent attaqués par une bande d'énergumènes déguisés et masqués, qui les criblèrent de pierres. Un médecin fut appelé d'urgence pour soigner les blessés.

Rixe à bord

Dunkerque, 26 octobre. — Une rixe s'est produite à bord du navire américain *Fédéral*, au moment où ce bâtiment gagnait le large.

Des marins, après avoir houplillé le capitaine, se sont battus sur le pont à coups de couteau et de rasoir. L'un d'eux, John, tailladé aux lèvres et à la gorge, est à l'hôpital.

PARIS ET BANLIEUE

— Avenue Daumesnil, à six heures, hier matin, en face du numéro 106, une

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le véritable objectif à atteindre

Parmi toutes les solutions qui sont soumises à leur examen, les ouvriers syndicalistes se doivent, d'abord et avant tout, de choisir celle qui doit permettre de ne pas disperser davantage les forces de la Minorité, qu'elles soient présentement autonomes ou non.

Toute solution qui ne remplirait pas cette condition essentielle, doit être résolument écartée. C'est le bon sens même.

La question doit, aussi, être examinée de haut. L'ensemble doit dominer le détail, le social doit parler plus haut que le corporatif, la solidarité de tous les éléments syndicalistes de la Minorité doit être plus forte que le chacun pour soi.

Pas, non plus, de préoccupations subalternes, pas de souci de conserver une popularité pour quelques hommes, pas de désirs — faux d'ailleurs — de se sauver soi-même en laissant les autres dans l'embarras.

La seule chose qui compte, le seul objectif à atteindre : c'est de conserver intact le faisceau des forces syndicalistes révolutionnaires.

Tout doit être fait pour rendre cet agrément plus solide ; tout ce qui peut le dissocier doit être farouchement repoussé.

Il ne s'agit, en l'occurrence, que de faire les affaires du Syndicalisme, et non celles de ses détracteurs, quels qu'ils soient. Dédaignons les cellules de droite et les menaces de gauche !

Toutes les énergies, toutes les clairvoyances, toutes les forces actives de notre mouvement doivent converger vers ce but : conserver l'unité des éléments syndicalistes.

Ce n'est qu'à cette condition que le Syndicalisme vivra, qu'il surmontera la crise et pourra reprendre sa place.

L'égoïsme et le scepticisme doivent être sévèrement bannis.

Tous ceux qui peuvent aider à trouver la meilleure solution, doivent le faire. On ne doit plus voir des hommes qui s'expriment d'une certaine façon dans le privé, et d'une autre en public, pour conserver ce que la popularité de bon aloi (?)

Ceux qui ont sonné le tocsin de la délivrance ne doivent pas craindre les conséquences du réveil qu'ils ont eux-mêmes provoqué.

Lorsqu'on a levé, après mûre réflexion, l'étendard de la révolte, il faut aller logiquement jusqu'au bout de son geste, ne pas laisser à d'autres, seuls, le soin de poursuivre la tâche ébauchée, décidée en commun.

Simon Monmousseau aura raison : la Minorité se liquidera. Elle se dispersera dans les deux C.G.T., qui la guettent également, ou se réfugiera dans une autonomie qui n'aura rien de noble, rien d'idéaliste.

Est-ce cela que vous voulez, les perpétuels hésitants, ceux qui jusqu'à ce jour avec toujours entraînent la marche vers la clarté, vers la lumière ? Non sans doute. Alors ne fergévez plus, parlez un langage compréhensible, net et clair !

Si vous ne savez pas enfin choisir, soyez certains que la Minorité disparaîtra, et avec elle le Syndicalisme que vous voulez défendre.

Divisés demain, les divers courants tactiques de notre mouvement ne tarderont pas à devenir adversaires de doctrine. Ils s'intégreront : les uns dans la C.G.T., qui les attend depuis longtemps, les autres dans la C.G.T.U., qui saura les retenir et peut-être hélas ! les appâter pour toujours.

Le reste, épars à travers le pays, sans liaison, tombera dans le corporatisme et l'égoïsme les plus parfaits. Le Syndicalisme aura vécu.

Tandis que, au contraire, si les autonomes d'aujourd'hui et de demain savent se grouper, coordonner leurs efforts, constituer un centre d'attraction, non seulement ils conserveront leurs effectifs et leur force d'action, mais encore ils développeront ces facteurs essentiels rapidement.

Les rentrées, les mises à jour dans certains syndicats qui ont repris leur liberté sont, à ce sujet, des encouragements certains à persévérer dans la voie choisie.

Si, dans ce pays, on se rappelle encore que Pelloutier a donné à notre mouvement ouvrier sa doctrine, que Griffoulles l'a nanti de sa maison, on défendra ce patrimoine moral et matériel avec toute l'intelligence et toute l'énergie nécessaires.

Je compte largement, pour cela, sur la clairvoyance des ouvriers, de tous ceux qui n'ont d'autres soucis que de sauver le Syndicalisme révolutionnaire en France. Ce sont eux, l'en suis certain, qui, en définitive, sauront trouver à ce problème sa seule solution.

Ils ne se laisseront pas égarer. Le problème est beaucoup plus simple qu'on ne se plait généralement à leur montrer. Leur bon sens fera rapidement justice de ce confusionisme dans lequel on cherche à noyer leur jugement.

Aussi, marchant droit au but, sans craindre de ne pas le péril imaginaire qu'on tend à leur montrer, forts de leur foi dans la valeur de leur mouvement de classe, confiants dans ses luts claires et ses moyens éprouvés, ils ne tomberont pas sous le chloroforme qu'en leur présentent ici ou là avec une habileté qui gagnerait à se manifester plus discrètement.

Ils n'entendront pas les voix de ceux qu'une frousse subite ramène en arrière ou cloue sur place. Ils n'écoutentront que leur conscience d'hommes qui aspirent à assurer à leur mouvement une vie normale, indépendante, libre et digne.

Ce sont aussi les jeunes, ceux qui ont tant luté, les martyrs des glorieuses luttes passées, qui le demandent et l'exigent.

Ce sont aussi les jeunes, ceux qui ont le droit de vous demander des comptes, ceux qui attendent que vous leur remettiez l'héritage que vous avez reçu, qui réclament de leurs aînés les gestes nécessaires. Les entendez-vous ? Alors, faites vite. Agissez sur l'heure. Prenez les décisions qu'exige impérativement la situation présente.

Votre place n'est ni à la C.G.T., camarades du Bâtiment et de la Terrasse, ni à la C.G.T.U., camarades qui hésitent encore à quitter cette marâtre. Elle est avec tous les autres ouvriers qui ont fait dans le Syndicalisme, dans un mouvement libre, indépendant et autonome.

La seulement est le salut. C'est là que

Chez les bouchers

Dans le compte rendu de la Presse du 19 courant, n° 3343, je lis l'article relatif aux causes de l'augmentation du prix de la viande.

Sur différents points je suis d'accord avec M. Sabatier ; entre autres sur le trafic qui se passe dans les différentes gares de marchandises, endroit où la puissance de l'argent agit et donne droit de priorité.

Mais que les touchers de bestiaux touchent un salaire trois ou quatre fois supérieure au taux d'avant-guerre, la chose est un peu exagérée. Elle existe en effet mais pour les entrepreneurs d'embarquements ou de débarquements des bestiaux. Personnalités qui traitent avec soit l'éleveur, soit le commissionnaire à un taux de X par tête de bœufs, mais il n'en est pas moins vrai que le bénéfice illicite reste dans cette corporation comme dans beaucoup d'autres dans la poche de l'exploiteur et non dans celle de l'exploité qui en l'occurrence sont les ouvriers bouchers. Admettons, M. Sabatier, qu'avant-guerre ces travailleurs touchaient 50 francs par semaine, ils en toucheraient donc, d'après vous, 200 francs aujourd'hui, ce qui représente pour moi la somme journalière de 28 francs.

Pour les ouvriers d'abattoirs, catégorie à laquelle j'appartiens ou vous êtes dans la

viande, M. Sabatier, c'est en relatait que la somme de 50 francs était la moyenne du tarif d'avant-guerre.

Mais que ce tarif soit à l'heure actuelle de 300 francs la semaine et même plus, l'erreur est complète. Voici ci-joint les tarifs moyens des différentes branches composant le personnel abattoirs :

Ouvriers en bœufs : 160 à 180 francs la semaine ; Ouvriers en veaux : 160 à 180 francs la semaine ; Ouvriers en moutons : 150 à 180 francs la semaine ; Boyardiers, 140 à 160 francs la semaine ; Pansiers-tripeurs : 150 à 200 francs la semaine ; Fondeurs : 145 francs la semaine ; hommes du corvée, c'est-à-dire ouvriers travaillant en moyenne un jour par semaine, 50 à 60 francs pour une journée.

A coté de cela il se trouve quelques malades gagnant 300 francs la semaine,

Il n'est pas nécessaire de rappeler les incidents qui ont eu pour résultat la mort de deux de nos nôtres.

Constatons seulement que ces huit mois furent mis à profit par les responsables directs de ces assassinats pour faire croire au monde travailleur que les assassins étaient dans le camp syndicaliste.

Constatons également que jaloux de leur propreté morale, les syndicalistes meurtris dans ce qui leur était le plus cher, ont montré aux travailleurs que jamais ils ne se rendraient complices de la police, quelque rendeur qu'elle soit.

Pour tout esprit sincère, il est inutile de rappeler que l'occasion ne fit pas défaut,

soit devant les juges chargés de rechercher les coupables de l'assassinat, soit lors des conférences fréquentes dans les allées et ménages de la ville.

Tout cela ne nous donne pas d'explication. Comment se fait-il qu'un bœuf soit acheté à la Villette en moyenne 3 fr. 30 la livre et qu'il soit vendu en moyenne : entre-côte, 8 fr. 50 la livre et plat de côte, 4 fr. 25 à 4 fr. 50.

Comme je le vois journallement dans le quartier ouvrier que j'habite.

Sur cette question, M. Sabatier ainsi que tous ces MM. les bouchers détaillants d'ici quelques jours n'ayant pas encore la documentation nécessaire complète et nous verrons si ce sont les ouvriers bouchers ou bien les patrons détaillants qui sont la cause du prix exorbitant de la viande.

Il nous serve de trust de la viande l'on en serve de la presse pour fausser l'opinion publique c'est une manœuvre du mercantilisme que je comprends sans l'admettre cependant, mais si y a des profitiers et des affameurs, messieurs ils sont de votre côté et non du nôtre.

F. CHARLIER.

Dans les Jeunesse Syndicalistes

AUX CAMARADES DE RUEIL

Le moment où le syndicalisme est plongé dans le marasme, par suite des divisions et des luttes tendancieuses qu'il subit, de jeunes camarades croient qu'il serait nécessaire d'inclure aux jeunes ouvriers et ouvrières qui s'intéressent quelque peu à la lutte sociale, une éducation syndicale solide, pour en faire de bons militants qui seraient à même de remplacer leurs aînés syndicalistes, quand ceux-ci usés par les efforts fournis seront obligés de se retirer du mouvement.

Sachant qu'il y a, à Rueil, de bons éléments syndicalistes nous vous adressons cet appel, car si beaucoup d'entre vous ont lâché le Syndical, dégoûtés, vous n'avez pas les mêmes raisons de vous désintéresser de la question des jeunes, car les jeunes c'est l'avenir et votre devoir (car c'en est) est de les préparer pour la bataille qu'ils auront à mener demain contre leurs exploitants. Nous voulons former dans votre ville un Groupe de Jeunesse syndicalistes, votre devoir est de nous aider, vous qui connaissez les jeunes de Rueil, qui avez souvent révélé de les voir poursuivre votre tâche d'assainissement du Syndicalisme d'abord et d'organisation des salariés face au patronat. Vous qui déployez qu'il n'y ait pas assez de syndicalistes dans la masse des syndiqués, aidez-nous dans la formation de notre groupe et ensuite ne nous abandonnez pas, soutenez-nous dans nos faiblesses nécessaires à notre éducation quand nous vous solliciterons. Et songez bien que les jeunes n'auront de connaissances syndicales qu'autant que vous leur en donnerez.

Après l'anniversaire de la mort de Fernand Pelloutier, nous vous offrons le meilleur moyen qu'il soit d'honorer la mémoire de ce grand précurseur du Syndicalisme libertaire, en répandant son œuvre, en l'expliquant aux jeunes camarades qui désirent s'en inspirer.

Alors, les copains syndicalistes Rueilois, rejoignez-nous et si tout ce que vous aurez pu trouver quelques jeunes camarades, si petit en soit le nombre, faites-le nous savoir et un de nos camarades habitant les environs se mettra en relations avec vous.

Pour la correspondance, écrivez au camarade Doussot, secrétaire à la propagande de la Fédération des Jeunesse Syndicalistes, 8 avenue Mathurin-Moreau, Paris 19^e.

Gaston TIBLEMONT.

vous irez. C'est de là que partira le mouvement de redressement et de rénovation du Syndicalisme qui le replacera définitivement dans son cadre, dans son axe, dans sa ligne de conduite et d'action !

Pierre BESNARD.

SYNDICAT DES ARTISTES PEINTRES DECORATEURS DE THÉÂTRE

Pour l'« Unité »

En quittant la C.G.T. pour adhérer à la C.G.T.U., le Syndicat des Artistes Peintres Décorateurs de Théâtre faisait confiance à la C. A. provisoire de la C.G.T. unitaire, car ses adhérents ont cru et croient encore que son action était profitable au mouvement syndicaliste, parce qu'elle orientait l'organisme du travail vers le Syndicalisme fédéraliste et révolutionnaire.

Mais après avoir passé par le Congrès de Saint-Étienne, le II^e Congrès de l'I.S.R., puis le Congrès de Bourges, et avoir assisté à l'A.D.S. à la distribution des économies des producteurs dans l'affaire Arnold, le Syndicat a décidé dans son assemblée générale du 27 novembre 1923 de prendre l'autonomie ; les événements qui ont suivi nous ont donné raison.

Nous attendons depuis cette date la formation d'un organisme central qui défende vraiment le Syndicalisme. C'est pourquoi nous sommes très sympathiques à la conférence de la minorité syndicaliste révolutionnaire, et dans son assemblée générale du 21 octobre 1924 le Syndicat a décidé d'y envoyer un représentant.

La conférence fondera-t-elle la formule d'unité ? Nous sommes pleins d'espérance de voir le Syndicalisme sauvé des mains des politiciens de tous ordres, aussi convient-il pour nous de poser à la base même du problème la condition préalable et indispensable de l'acceptation intégrale et sans réserve de la Charte d'Amiens qui est encore d'actualité. Et c'est à cette seule condition que le syndicat pourra rompre l'autonomie qu'il s'est donnée il y a onze mois.

LAURENT

A propos d'un défi

Huit mois se sont écoulés depuis la tuerie de la rue de la Grange-aux-Belles.

Il n'est pas nécessaire de rappeler les incidents qui ont eu pour résultat la mort de deux de nos nôtres.

Constatons seulement que ces huit mois furent mis à profit par les responsables directs de ces assassinats pour faire croire au monde travailleur que les assassins étaient dans le camp syndicaliste.

Constatons également que jaloux de leur propreté morale, les syndicalistes meurtris dans ce qui leur était le plus cher, ont montré aux travailleurs que jamais ils ne se rendraient complices de la police, quelque rendeur qu'elle soit.

Pour tout esprit sincère, il est inutile de rappeler que l'occasion ne fit pas défaut,

soit devant les juges chargés de rechercher les coupables de l'assassinat, soit lors des conférences fréquentes dans les allées et ménages de la ville.

Tout cela ne nous donne pas d'explication. Comment se fait-il qu'un bœuf soit acheté à la Villette en moyenne 3 fr. 30 la livre et qu'il soit vendu en moyenne : entre-côte, 8 fr. 50 la livre et plat de côte, 4 fr. 25 à 4 fr. 50.

Comme je le vois journallement dans le quartier ouvrier que j'habite.

Sur cette question, M. Sabatier ainsi que tous ces MM. les bouchers détaillants d'ici quelques jours n'ayant pas encore la documentation nécessaire complète et nous verrons si ce sont les ouvriers bouchers ou bien les patrons détaillants qui sont la cause du prix exorbitant de la viande.

Il auraient cru que l'assassin aurait été invité à aller prudemment se faire pendre ailleurs, sachant qu'il aurait pu continuer à assouvir ses instincts de carnage, ne serait-ce que contre les « contre-révolutionnaires (?) » comme les prisonniers des îles Solowesky.

Il n'en a pas été ainsi. Les dirigeants de la C.G.T. U. et du P.C. se plaignent à verser continuellement le venin sur la plaine, spéculant par le mensonge et la calomnie sur la loyauté et les scrupules de leurs adversaires.

Leur tactique n'est pas nouvelle, et me remémorant les séances de la Commission Exécutive de l'U.D.U. des Bouches-du-Rhône, où pendant plusieurs mois les communistes exigeaient la dénonciation du meurtrier du syndiqué lafayette Salat, membre du P.C., par le bureau de l'U.D.U. alors qu'ils affirmaient être, eux, en possession de déclarations écrites et signées de plusieurs camarades désignant nettement l'assassin. Déclarations sous enveloppe cachetée et en lieu sûr, qui verrait le jour seulement après la dénonciation.

La majorité syndicaliste se refusa à cette besogne, laissant ce soin au parti qui en faisait faire la proposition : chose qu'il ne fit pas d'ailleurs.

Le sang-froid des camarades syndicalistes unitaires et aussi des camarades lafayette qui ne leur imposèrent pas la présence de l'assassin, évita que la police ne se mêlât de cet incident douloureux.

Aujourd'hui, devant l'attitude provocante et cynique des assassins criant à l'assassin, le devoir de tous les syndicalistes est de garder ce même sang-froid, afin d'éviter à la classe ouvrière une affliction dont elle aurait longtemps à souffrir.

Contre toutes les politiques, contre toutes les polices, travailleurs, dressons-nous tous.

PH. PEGASTAING.

La Librairie sociale

9, Rue Louis-Blanc, Paris

Camarades parmi les livres retenez ceux-ci :

Le M. Makhnoutse (Archinoff).... 8.50

Au Café (Malatesta) 5 et 6.00

L'Education sexuelle 7.00

L'Imposture religieuse 7.50</p